



## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON**

### **Conseil Syndical du 14 décembre 2021**

#### **Votants présents :**

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Béatrice AURIENTIS,

M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Patrick DAVET, M. Alain BALLEREAU.

Un pouvoir est donné à M. Jean GALAND par M. Xavier DANEY.

#### **Excusé(e)s :**

Mme Marie LARRUE, M. Bruno LAFON, M. Xavier DANEY, Mme Karine DESMOULIN,  
M. Vincent MAURIN, Mme Pascale GOT, M. Cédric PAIN.

#### **Assistaient à la réunion :**

M. Éric COIGNAT.

#### **Président de séance :**

M. Jean GALAND.

#### **Secrétaire de séance :**

M. Jean-François BOUDIGUE.

#### **Assistaient également à la réunion :**

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 6 décembre 2021.

- **Délibération n° : 33-2021**
- **Objet : Convention d'Occupation Temporaire du domaine public - Bassin de stockage de sédiments de dragage à Andernos-les-Bains.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 14 décembre 2021, à La Teste de Buch approuve à l'unanimité la présente délibération.



## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON** **Conseil Syndical du 14 décembre 2021**

### **Délibération n°: 33-2021**

**Objet : Convention d'Occupation Temporaire du domaine public - Bassin de stockage de sédiments de dragage à Andernos-les-Bains.**

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L. 322-1 à L. 322-13 du code de l'environnement et les articles réglementaires d'application correspondants ;

Vu l'article L.2121-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les articles L.2122-1 à L.2122-4 et les articles R.2122-1 à R.2122-8 du code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les articles L.2125-1 et suivants et R.2125-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'acte de vente du 28 décembre 2009 entre la Mairie d'Andernos-les-Bains et le Conservatoire du littoral ;

Considérant que le Conservatoire du Littoral est propriétaire sur la commune d'Andernos-les-Bains des parcelles cadastrées BM 3 et BM 4. L'ensemble de ces parcelles est géré par convention du 8 septembre 2007 par la commune d'Andernos-les-Bains ;

Considérant que les parcelles concernées par la convention ci-annexée ont été classées au domaine propre du Conservatoire du littoral par délibération de son conseil d'administration en date du 24 février 2010 et relèvent par conséquent du domaine public ;

Considérant que Monsieur le Maire d'Andernos-les-Bains a sollicité le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres pour régulariser l'implantation du bassin de stockage des sédiments de dragage du Port ostréicole d'Andernos et en autoriser les interventions ;

Considérant les éléments décrits dans la convention ci-annexée, de l'acte de vente du 28/12 /2009 (§ Conditions particulières) et de l'avis favorable exprimé par le gestionnaire ;

Considérant que l'utilisation des emprises concernées est indispensable au SMPBA et au SIBA dans le cadre de la gestion des sédiments issus des dragages du port ostréicole d'Andernos-les-Bains ;

Il est nécessaire d'établir une Convention d'Occupation Temporaire d'une durée de 9 ans entre le SMPBA (Maitre d'Ouvrage), le SIBA (Maitre d'œuvre des travaux), la Commune et le Conservatoire du Littoral pour régulariser le bassin et ses usages, en attendant une solution alternative pour le séchage des sédiments.

Il est par conséquent proposé aux membres du conseil syndical d'autoriser le Président à signer la convention correspondante ci-annexée ;

**Décision :**

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 14 décembre 2021 décide :

- D'autoriser le Président à signer la convention, annexée à la présente délibération, permettant de bénéficier d'une occupation temporaire du domaine public situé sur le site du domaine de Saint-Brice « le Coulin n°33-95 » à Andernos-les-Bains ;
- D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Fait et délibéré à La Teste de Buch, le 14 décembre 2021.

Le Président du Syndicat Mixte  
des Ports du Bassin d'Arcachon

Jean GALAND  


*Le Président,*

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.